

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

des enseignes « Minot CI », « Couprie », « Bois Service », « LEDUC Structures Bois », « Charpentes du centre » et « LCCO ».

1. PREAMBULE

- 1.1. Toute remise de commande entraîne pour l'acheteur l'acceptation des présentes conditions. A ce titre, aucune des clauses qui seraient portées sur les documents en provenance de l'acheteur ne pourrait y déroger.
- 1.2. Il appartient à l'acheteur de vérifier l'adéquation des produits commandés avec l'utilisation envisagée en conformité aux réglementations en vigueur. Les matériaux devront être employés conformément aux règles de l'art.
- 1.3. Sauf délais contraires stipulés dans nos devis, nos offres sont valables le mois suivant leur date d'établissement. Les propositions faites par nos agents ou représentants et les prix portés sur nos catalogues et tarifs sont donnés à titre indicatif ; seule une confirmation écrite de notre part nous engage.

2. CONDITIONS DE LIVRAISON

2.1. DELAIS

Sauf condition expresse, les délais de livraison et d'exécution ne sont donnés qu'à titre indicatif et sans garantie du vendeur. Ils sont respectés dans la mesure du possible. Des retards ne peuvent en aucun cas justifier l'annulation de la commande ni le paiement d'indemnités par le vendeur. En cas d'exigences spécifiques, il appartient à l'acheteur d'exprimer ses souhaits au moins une semaine à l'avance.

2.2. SUSPENSION DE LIVRAISON

Tous les événements affectant le vendeur ou ses fournisseurs tels que grève, lock-out, émeute, mobilisation, guerre, inondation, incendie, accident matériel, épidémie ; interdiction totale ou partielle des autorités administratives, nationales ou internationales, modification des conditions d'importation ou de change, pénurie de matières premières et/ou d'énergie, limitation de production, rupture d'approvisionnement etc. ; et, d'une façon générale, tous les cas ayant le caractère d'un cas fortuit ou de la force majeure, autorisent de plein droit le vendeur à suspendre le contrat en cours sans indemnités, ni dommages et intérêts à l'acheteur.

2.3. CHARGEMENT – TRANSPORT – DECHARGEMENT

La livraison de la marchandise est effectuée conformément à la commande soit par la remise directe des produits à l'acheteur, soit par la délivrance à un expéditeur ou transporteur aux frais de l'acheteur, soit par l'enlèvement par l'acheteur sur le site du vendeur.

La marchandise voyage aux risques et périls de l'acheteur lorsque la livraison est organisée par l'acheteur.

Les marchandises sont déchargées conformément aux règles de manutention et stockage définies par le vendeur. En aucun cas les liens de colisage ne peuvent être utilisés pour la manutention. Si nous organisons la livraison, tout véhicule devra être déchargé dans les deux heures suivants son arrivée au point de destination. Au-delà, le temps d'immobilisation sera facturé à l'acheteur. Tout déchargement effectué avec un autre moyen de levage que celui du vendeur sera à la charge et sous la responsabilité de l'acheteur.

2.4. RECEPTION DES MARCHANDISES

La vérification de conformité de la marchandise doit être effectuée au moment du déchargement. Aucune réclamation ne peut être acceptée après le départ du chauffeur si elle ne fait pas l'objet de réserves motivées portées sur le bordereau de livraison et confirmées dans les deux jours par lettre recommandée avec accusé de réception, faute de quoi la livraison est réputée conforme aux spécifications de l'acheteur. En cas de livraison non conforme à la commande, la marchandise concernée doit être restituée au vendeur, par l'acheteur, dans l'état où elle a été fournie dans le délai de 8 (huit) jours à compter de la réception. Au cas de vice apparent ou de non-conformité des produits livrés, accepté par le vendeur, l'acheteur pourra obtenir le remplacement gratuit ou le remboursement des produits au choix du vendeur, à l'exclusion de toute indemnité.

2.5. ENLEVEMENT

En cas d'enlèvement sur site, la vérification de la marchandise aura lieu au moment du chargement ; ledit chargement valant acceptation de la marchandise en qualité et en quantité.

3. PRIX ET PAIEMENT

3.1. DETERMINATION DES PRIX ET REVISION

Sauf convention contraire, les prix du vendeur sont fermes durant 2 mois à compter de la date de commande ; en cas de livraison au-delà de cette période de 2 mois, la société se réserve le droit de réviser les prix. Tous nos prix s'entendent hors TVA. Cette dernière est calculée au taux en vigueur à la date de livraison.

3.2. DELAI ET LIEU DE PAIEMENT

Les règlements sont à libeller à l'ordre de l'enseigne ayant traité la commande mais à adresser à MAGEST – BP46 – 69652 VILLEFRANCHE Cedex. Sauf stipulation contraire, les factures sont payables net et comptant, sans escompte pour paiement comptant ou paiement anticipé.

3.3. MODIFICATION DES CONDITIONS

Tout changement important dans la situation financière ou économique de l'acheteur, même après exécution partielle des commandes, peut entraîner la révision des conditions de paiement de ces dernières.

3.4. CONSEQUENCES D'UN DEFAUT OU RETARD DE PAIEMENT

Le retard ou le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances entraîne les conséquences suivantes :

- suspension de l'exécution et de la livraison de toutes les commandes en cours et facturation de celles-ci ;
- déchéance du terme pour les effets en cours ;
- reprise des escomptes éventuels ;
- intérêts de retard et agios (ces pénalités seront calculées sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, à partir du jour de l'échéance de la créance jusqu'à son paiement intégral, le taux sera égal à 10% + taux de refinancement de la BCE) ;
- indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement conformément à l'article L. 441-6 du Code de commerce ; - remboursement de tous frais et honoraires éventuellement engagés par nous pour le recouvrement de la créance.

3.5. Le non-retour d'un effet, le report d'échéance ou la modification unilatérale des conditions de paiement, sans l'accord du vendeur, entraînera les mêmes dispositions, de la part de ce dernier, que celles prévues pour le non-paiement d'une échéance.

3.6. CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas d'inexécution par l'acheteur de l'une quelconque de ses obligations prévues par ces CGV ou notre offre, non réparée dans un délai de 30 jours à compter de la mise en demeure notifiant le manquement, le présent contrat peut être résolu au profit du vendeur sans préjudice de dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à l'acheteur. 3.7. CLAUSE PENALE

En cas de recouvrement par voie contentieuse ou de résiliation de contrat aux torts de l'acheteur, le vendeur a droit à une indemnité de 15% du montant net des sommes restant dues.

3.7. RESPONSABILITE ELARGIE DES PRODUCTEURS

L'identifiant unique prévu à l'article L. 541-10-13 du code de l'environnement, attestant de la conformité du Vendeur à ses obligations, est le : FR332002_04KXKE

La part du coût unitaire que le vendeur supporte pour la gestion des déchets de PMCB, tel que facturé par l'éco-organisme auquel le vendeur adhère, est intégralement répercutée à l'acheteur, sans possibilité de réfaction.

4. CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

LE VENDEUR CONSERVE LA PROPRIETE DES BIENS VENDUS JUSQU'AU PAIEMENT EFFECTIF DE L'INTEGRITE DU PRIX EN PRINCIPAL ET ACCESSOIRE. LE DEFAUT DE PAIEMENT DE L'UNE QUELCONQUE DES ECHEANCES PEUT ENTRAINER LA REVENDICATION DES BIENS. CES DISPOSITIONS NE FONT PAS OBSTACLE AU TRANSFERT A L'ACHETEUR, DES LA LIVRAISON, DES RISQUES DE PERTE ET DE DETERIORATION DES BIENS VENDUS AINSI QUE DES DOMMAGES QU'ILS POURRAIENT OCCASIONNER.

5. GARANTIE DES VICES CACHES

5.1. Les responsabilités du vendeur en la matière sont celle prévues aux articles 1641 et suivants du Code Civil.

Aucune garantie n'est due par le vendeur en cas de défaut ou de détérioration provoquée par l'usure naturelle ou par un accident provenant de chute, choc, négligence, défaut de surveillance ou d'entretien de l'acheteur.

5.2. Les variations de dimension ou d'aspect inhérentes à la nature même de certains produits ou matières premières bénéficient des tolérances d'usage.

5.4. Dans le cas d'une fourniture simple de matériaux (via l'enseigne « Bois Service » notamment) aucune assurance de nature décennale ne saurait être appelée, l'acheteur portant seul la responsabilité de l'utilisation et de la mise en œuvre des matériaux achetés.

6. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

TOUT LITIGE NON RESOLU A L'AMIABLE DANS LES SOIXANTE JOURS D'UNE DEMANDE FAITE PAR LRAR, SERA DE LA COMPETENCE EXCLUSIVE DES TRIBUNAUX DE VILLEFRANCHE SUR SAONE (69). CES CGV ET TOUTE VENTE SONT REGIES PAR LA LOI FRANÇAISE AVEC EXCLUSION DE LA CONVENTION DE VIENNE DU 11 AVRIL 1980.

Par ailleurs, dans le cas où l'acheteur a la qualité de « consommateur » tels que défini par la loi Hamon et complété par l'ordonnance du 14 mars 2016, ce dernier pourra avoir recours à un médiateur de la consommation en application de l'ordonnance du 20 août 2015.

7. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DES DONNÉES PERSONNELLES

Afin de garantir la protection de la vie privée et des données à caractère personnel de ses contacts (contacts établis dans le cadre de projets immobiliers (prospects ou clients), partenariats, prestations, rencontres professionnelles, utilisateurs de son site internet, etc...), le GROUPE MINOT et ses filiales s'appliquent à mettre en œuvre et à respecter une politique de traitement des données conforme au Règlement Général européen sur la Protection des Données Personnelles n°2016/679 du 27 avril 2016 (dit « RGPD »), applicable depuis le 25 mai 2018 et aux dispositions de la loi numéro 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

En ce sens, les informations personnelles collectées sont enregistrées dans ses fichiers pour la bonne gestion des relations avec le client, le traitement des commandes, la gestion des réclamations et du service après-vente et le bon exercice des garanties.

V. 01/05/2023